

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député veut-il invoquer le Règlement? Si oui, j'aimerais bien qu'il le fasse.

[Français]

M. Guay (Lévis): Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur.

M. Rondeau: Moi aussi, je pose la question de privilège.

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Si le député a une question de privilège, qu'il la pose.

[Français]

M. Guay (Lévis): Monsieur l'Orateur, l'honorable député semble oublier qu'ici, à la Chambre, nous avons droit à la vérité. Il semble oublier que non seulement nous favorisons nos industries en leur prêtant de l'argent, mais que nous leur accordons aussi des subventions. Cela est plus que prêter sans intérêt car, en fait, nous leur donnons de l'argent.

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. A mon avis, c'est là un point à débattre plutôt qu'une question de privilège.

[Français]

M. Rondeau: Monsieur l'Orateur, je tiens à vous faire remarquer que je commence à être fatigué de me faire interrompre par des gens qui ne prennent jamais l'occasion, à la Chambre, de dire ce qu'ils pensent, qui se plaisent à mettre du sable dans l'engrenage et de faire des déclarations plus ou moins à propos.

Je sais que le ministère de l'Expansion économique régionale accorde des subventions à certaines industries. Je ne sache toutefois pas que le gouvernement fédéral ait consenti des prêts sans intérêt à des municipalités, à la province de Québec ou à n'importe quelle autre province du Canada. Voilà de quoi nous discutons. Nous ne discutons pas le bien-fondé de la décision du ministère de l'Expansion économique régionale d'accorder des subventions à l'industrie. Nous ne critiquons pas, mais si nous consentons des prêts sans intérêt aux autres pays, nous devrions d'abord agir ainsi à l'égard des provinces canadiennes.

Monsieur l'Orateur, lorsqu'on accorde une exemption d'intérêt aux autres pays—ce qu'on ne fait pas au Canada—on leur donne un cadeau. Le très honorable premier ministre a accordé de tels cadeaux, lors de son dernier voyage. Ceci me fait penser à l'époque où l'on distribuait des cadeaux aux chefs indiens pour calmer leur colère et mieux les exploiter ensuite. Est-ce que la colère de certains pays du Commonwealth contre l'Angleterre avait besoin d'être calmée, à cause des ventes d'armes à la Rhodesie? Plusieurs pays menaçaient-ils de faire éclater le Commonwealth?

Est-ce que les prêts-cadeaux consentis par notre premier ministre ont servi à sauver le Commonwealth? Est-ce que les profits des marchands et des fabricants

d'armes de l'Angleterre ont su calmer plusieurs pays en colère qui croient encore qu'il faut tuer pour vivre?

Le vieux dicton «Money talks» a-t-il pu, encore une autre fois, sauver le Commonwealth? L'histoire nous le dira peut-être, mais, hélas, trop tard, car il ne nous restera, à nous, Canadiens, qu'à payer les cadeaux que nous faisons aux autres et que nous ne pouvons nous accorder à nous-mêmes.

Jusqu'à ce jour, nous ne savons pas encore si le Commonwealth était réellement en danger, ailleurs que dans la publicité. Nous savons cependant que l'Angleterre continuera à vendre des armes, avec l'approbation de notre premier ministre, qui s'y opposait, avant son départ pour l'Asie. Qui a donc gagné la bataille? Les experts de la politique, avant le départ du premier ministre, ou les experts de la finance anglaise?

Et pendant que des humains s'entre-tueront avec des armes anglaises, nous, Canadiens, nous consentirons des prêts sans intérêt aux autres, pour que les vendeurs d'armes soient payés et que ceux qui veulent recourir à la guerre pour vivre soient bien financés.

Certains veulent se battre, et certains marchands ou fabricants de l'Angleterre ont des armes à vendre ou des profits à réaliser. Mais nous, Canadiens, nous les payons largement, afin que les Anglais puissent vendre leurs armes et être payés et que les belligérants d'Asie soient financés pour pouvoir s'entre-tuer.

Lorsque les créditistes réclament des prêts sans intérêt de la Banque du Canada en vue de financer les projets d'aqueduc ou autres dont nous avons besoin partout au Canada, les politiciens au service de la finance, comme ceux que nous avons entendus il y a quelques instants, disent que cela est impossible, car il faudrait trop d'argent, ce qui ne ferait que contribuer à l'inflation. On voit malheureusement une foule de niais, sans le sou, qui ont peur de l'inflation, qui ont peur d'avoir trop d'argent, et qui crient en perroquet: Cela ferait trop d'argent!

Lorsque les créditistes veulent obtenir des prêts sans intérêt de la Banque du Canada pour financer la construction d'un aqueduc, par exemple, ou pour réaliser tout autre projet de dépenses publiques nécessaire et réalisable, on dit que cela entraînerait l'inflation. Mais ne sait-on pas que lorsqu'on bâtit un pont qui coûte un million, et qu'on est obligé de payer à la finance 3 millions en intérêt et un million sur le capital, on crée de l'inflation, car on paie en taxes quatre ponts, dont trois en intérêt versé à la finance, et un en remboursement du capital, alors que le tout pourrait être financé sans intérêt, grâce à la Banque du Canada.

Lorsque notre premier ministre accorde des prêts-cadeaux au Ceylan ou à l'Indonésie, comme il l'a fait au cours de son dernier voyage, et à peu près toutes les semaines, depuis 1968, à d'autres pays, on ne se pose pas de questions. Les députés d'en face ne se sont pas posés de questions. Où le très honorable premier ministre prendra-t-il près de 100 millions de dollars qu'il a consentis en prêts depuis trois semaines? Pourtant lorsque les créditistes parlent d'accorder le même traitement aux provinces, aux corps publics, aux commissions scolaires, les ministériels rient.

Le bill C-207 est un bill omnibus qui est surtout destiné à réaliser les promesses électorales du très honorable premier ministre qui, pour s'assurer des candidats aux